



Département
de l'Ain

Commune de **DAGNEUX**

Modification n° 3
(procédure simplifiée)

**Rapport de présentation
de la modification**
incluant l'exposé des motifs

SOMMAIRE

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. OBJET DE LA MODIFICATION..... | 2 |
| 2. EXPOSE DES MOTIFS DE LA MODIFICATION | 2 |
| 3. EVALUATION DES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ACTIVITE AGRICOLE | 9 |
| 4. EVALUATION DES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE | 9 |
| 5. JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE AU REGARD DU CODE DE L'URBANISME..... | 16 |

1. OBJET DE LA MODIFICATION

La commune de Dagneux dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU) :

- approuvé le 10 janvier 2014 ;
- modifié le 25 septembre 2015 ;
- mis à jour le 14 février 2018 ;
- modifié le 15 juin 2021.

Ce PLU nécessite d'être modifié pour adapter ponctuellement la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey » et ses modalités d'aménagement, conformément à l'arrêté de Madame le Maire du 26 avril 2023 engageant la présente procédure de modification simplifiée. Celle-ci porte uniquement sur les pièces suivantes :

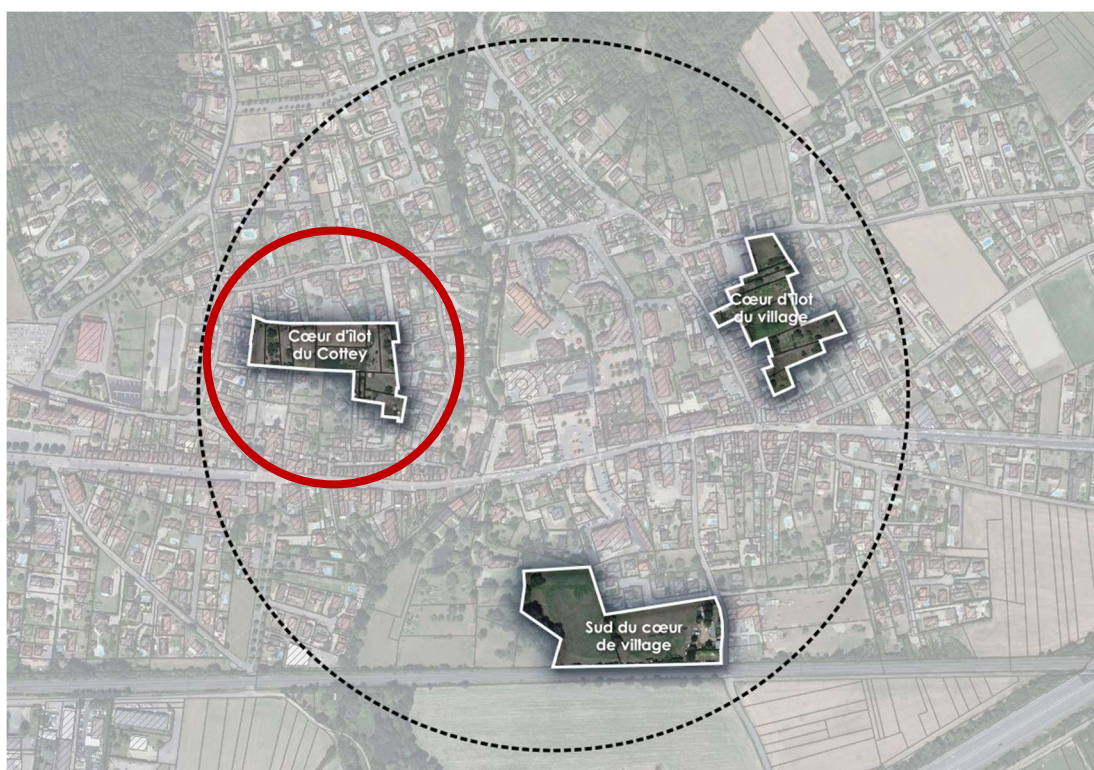
- La pièce n° 3. Plan de zonage ;
- La pièce n° 5.1. Orientations d'aménagement et de programmation graphiques.

2. EXPOSE DES MOTIFS DE LA MODIFICATION

CONSTATS

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) affiche l'objectif suivant : « pour phaser le développement tout en assurant un développement radioconcentrique, la Municipalité veut prévoir en priorité l'urbanisation des secteurs proches du cœur de village. Elle a ainsi retenu de permettre à court/moyen terme l'urbanisation des secteurs identifiés par l'étude AEU les plus proches du centre : cœur d'îlot du village, cœur d'îlot du Cottey et cœur d'îlot central, qui totalisant environ 115 possibilités de logements ».

Le rapport de présentation de PLU approuvé en 2014 présente la zone 1AU, qui est déjà constructible en l'état : « Zone d'urbanisation organisée, immédiatement constructible, elle concerne les trois secteurs de développement « Sud du cœur de village », « cœur d'îlot du Cottey » et « cœur d'îlot du village ». Ces deux derniers recouvrent des terrains situés en arrière des constructions édifiées le long des voies, d'où leur nom de « cœur d'îlot ». Tous trois sont inscrits en continuité de la zone UB et, proches du centre, sont destinés à une urbanisation relativement dense. »



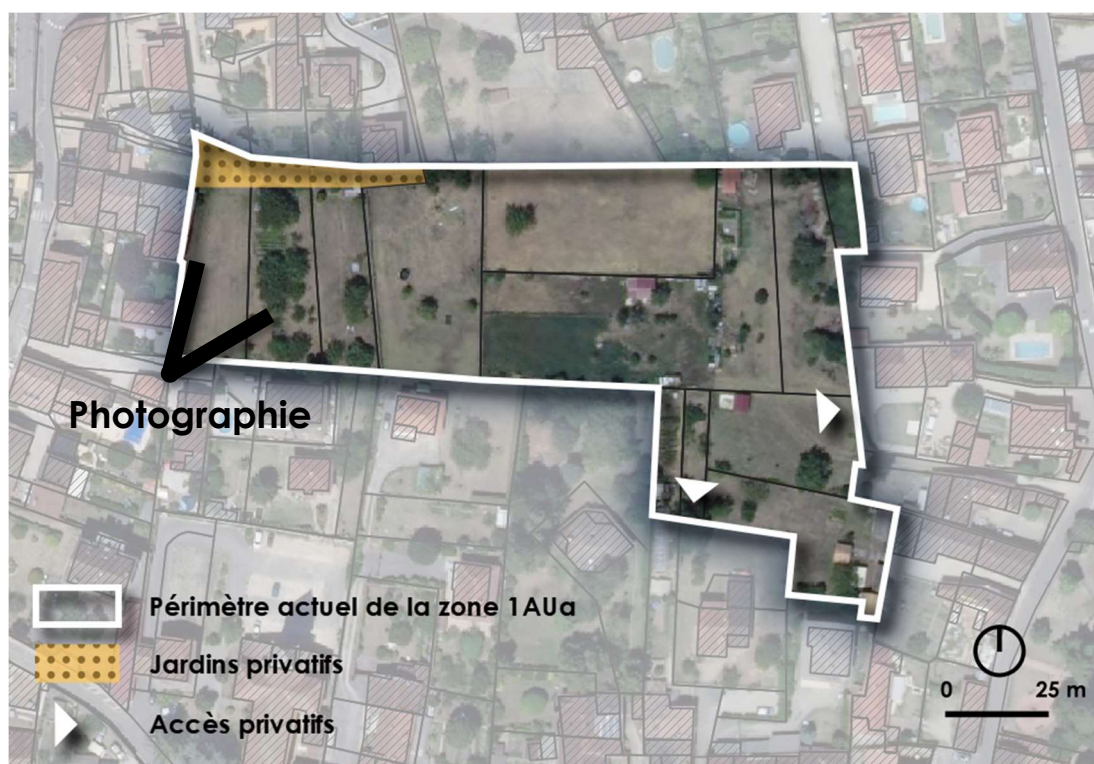
La présente procédure concerne uniquement la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Coffey », dont l'urbanisation est nécessaire pour poursuivre le développement résidentiel inscrit au PADD et pour lutter contre la carence de la commune en matière de logements sociaux. Son urbanisation relève donc de l'intérêt général.

Or cette zone fait l'objet d'une rétention foncière avérée constatée depuis l'approbation du PLU en 2014. La commune a modifié le PLU le 15 juin 2021 pour lutter contre cette rétention en permettant le phasage de la zone en deux tranches, ce qui s'est révélé utile mais insuffisant.

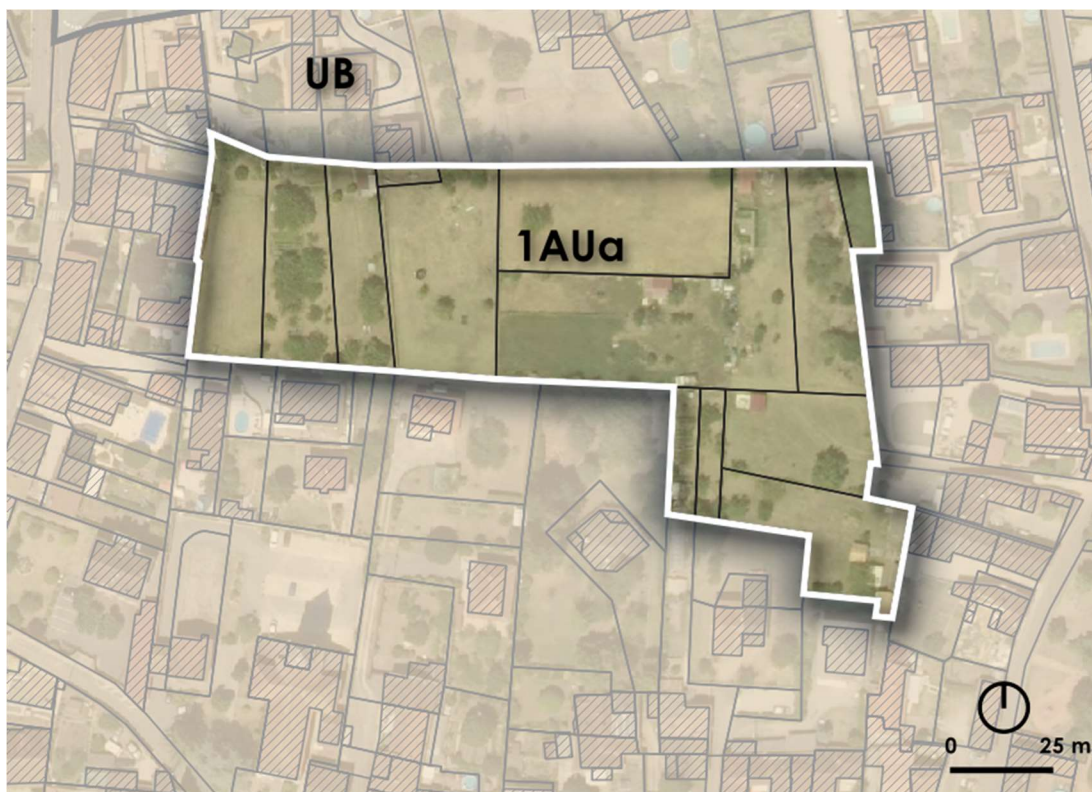
En effet, la rétention observée résulte de la situation foncière complexe de la zone : elle est constituée d'un gisement non bâti en cœur d'îlot composé essentiellement de fonds de jardins privatifs. Cette situation induit de multiples propriétaires, dont les tènements sont parfois scindés avec une partie rattachée à leur habitation (classée en zone UC) et une partie « fond de jardin » intégrée à la zone 1AUa.

Dans le cadre d'études récentes préalables à l'aménagement de la zone, plusieurs propriétaires ont émis des réserves qui motivent une rétention persistante de leur part :

- des propriétaires souhaitent, pour éviter une trop forte promiscuité avec les futurs résidents de la zone 1AUa, augmenter ponctuellement la partie de leur jardin privatif attachée à leur habitation ;
- des propriétaires accèdent actuellement à leur habitation via des parcelles incluses dans la zone 1AUa.



Photographie : vue sur les fonds de jardins depuis l'impasse rue des Granges



Extrait du règlement graphique du PLU actuel

OBJECTIFS

La présente procédure de modification vise à résorber ces rétentions en répondant aux attentes des propriétaires, estimées légitimes par la commune. Elles concernent :

- Le règlement graphique, pour ajuster ponctuellement la limite entre les zones 1AUa et UC afin de rattacher à cette dernière les parties « privatives » de quelques jardins (environ 390 m²) ;
- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) graphiques, pour adapter les principes de voirie de desserte interne à la zone afin de préserver les dessertes privatives existantes.

Le règlement écrit et les OAP écrites sont inchangés.

Ces modifications ne constituent ainsi que des ajustements mineurs. Les principes fondamentaux inscrits au règlement et aux OAP demeurent, dont les objectifs de densité, de mixité sociale, de phasage et de connexions par des cheminements modes doux. En effet, l'urbanisation de la zone devra respecter :

- Les valeurs minimales et maximales approximatives de densité moyenne imposées dans les OAP, soit 25 à 30 logements/ha. Pour rappel, le rapport de présentation du PLU explique :
« pour encadrer la densification et pour élargir l'offre en types de logements, elle [la Municipalité] veut imposer dans les secteurs d'extension des valeurs minimales et maximales approximatives, en nombre de logements par hectare, pour la densité moyenne des programmes de logements (éléments précisés plus loin). Ces dispositions, en assurant la production d'une part significative de logements collectifs et/ou de logements individuels groupés, permettent également de garantir une urbanisation dense, de lutter contre l'étalement urbain et ainsi de préserver les espaces naturels et agricoles. [...] Adaptées aux contextes des zones pour prévoir une urbanisation harmonieuse tenant compte de l'environnement bâti existant, elles varient de [...] 25/30 logements par hectare sur les secteurs proches du centre (zones 1AU : « Sud du cœur de village », « cœur d'îlot du Cottey » et « cœur d'îlot du village »), situés en continuité des zones UB. »
- Les exigences de mixité sociale fixées à l'article 2 du règlement écrit de la zone : « tous les programmes de logements doivent comporter au moins 30 % de logements locatifs sociaux. Le nombre résultant de l'application de ce pourcentage est, le cas échéant, arrondi à l'entier supérieur » ;
- Le phasage éventuel en deux tranches indépendantes : Est / Ouest. En ce cas le règlement impose que « chaque tranche doit être urbanisée dans le cadre d'une unique opération d'aménagement d'ensemble portant impérativement sur la totalité de ladite tranche » ;
- Les bouclages des cheminements modes doux internes à la zone avec les quartiers périphériques et le centre-village.

La présente procédure de modification participe ainsi à un triple objectif :

- résidentiel, en poursuivant le développement inscrit au PADD ;
- social, en promouvant la production de logements locatifs sociaux ;
- environnemental, en contribuant à la lutte contre l'étalement urbain grâce à l'optimisation de ce gisement non bâti composé de fonds de jardins inclus dans l'enveloppe urbaine.

Ces objectifs s'inscrivent ainsi pleinement dans les objectifs inscrits au PADD, et contribuent à la mise en œuvre :

- du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain (BUCOPA) ;
- du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) d'Auvergne-Rhône-Alpes.

SCOT

LA TRAME URBAINE

LA VOCATION ET LE RENFORCEMENT DES POLARITES URBAINES • DOO • PAGE 41

« Les pôles secondaires, sont les pôles de services, d'emplois et de population qui structurent déjà l'espace autour d'eux au sein de bassins de vie intercommunaux. Ce sont : le tripôle Montluel / Dagneux / La Boisse, la commune de Meximieux et celle de Lagnieu. »

LE DIMENSIONNEMENT DES OBJECTIFS • DOO • PAGES 44 ET 98

Tripôle Montluel / Dagneux / La Boisse :

« Logements à construire sur la période 2016-2030 : 1 786 logements »

« Part des logements à construire dans l'enveloppe urbaine : 80 % (1 430 logements)

L'OPTIMISATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE • DOO • PAGES 100 ET 101

Tripôle Montluel / Dagneux / La Boisse : « 21 logements/ha »

SRADDET

REGLE N°4 « GESTION ECONOMIQUE ET APPROCHE INTEGREE DE LA RES-SOURCE FONCIERE »

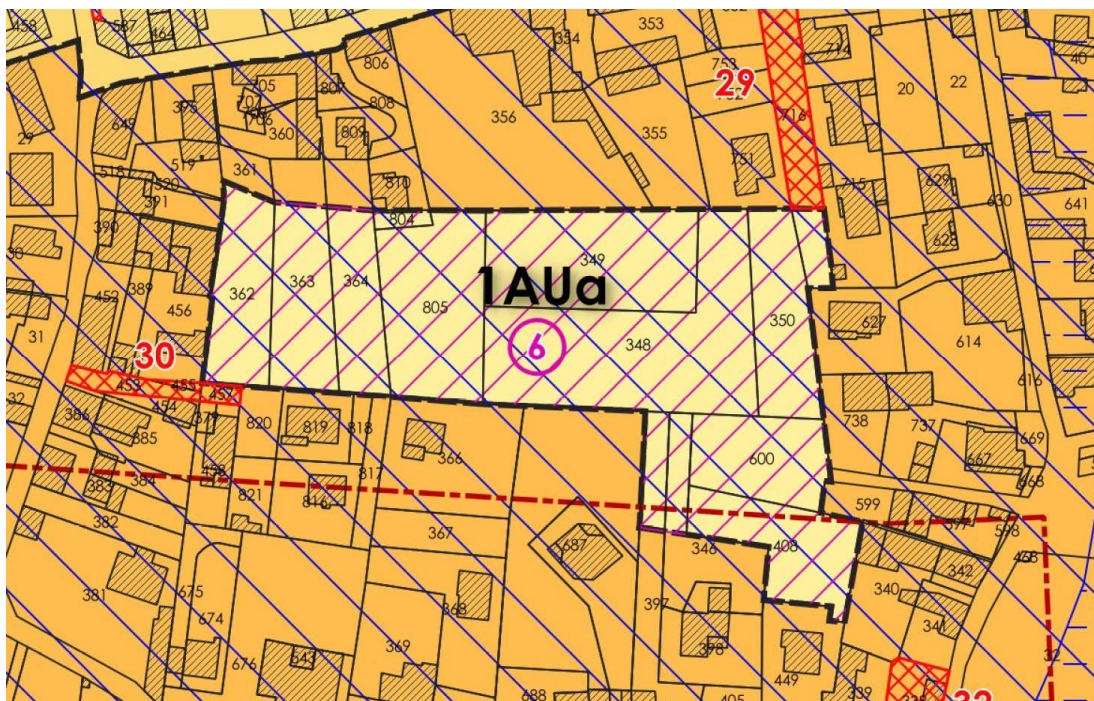
« Mobiliser prioritairement, avant tout projet d'extension ou de création, les opportunités existantes à l'intérieur des enveloppes bâties et aménagées, à travers le renouvellement urbain, notamment par [...] la densification raisonnée du tissu existant. »

Cette règle cherche à limiter la consommation d'espace, en ciblant tous les types d'urbanisation, dans un contexte où la Commission européenne a fixé un objectif d'arrêt d'ici 2050 de « toute augmentation nette de la surface de terre occupée » et où l'Etat prévoit de prendre des dispositions, sous peu, devant traduire l'application du « zéro artificialisation nette » annoncée dans la loi biodiversité de 2018. »

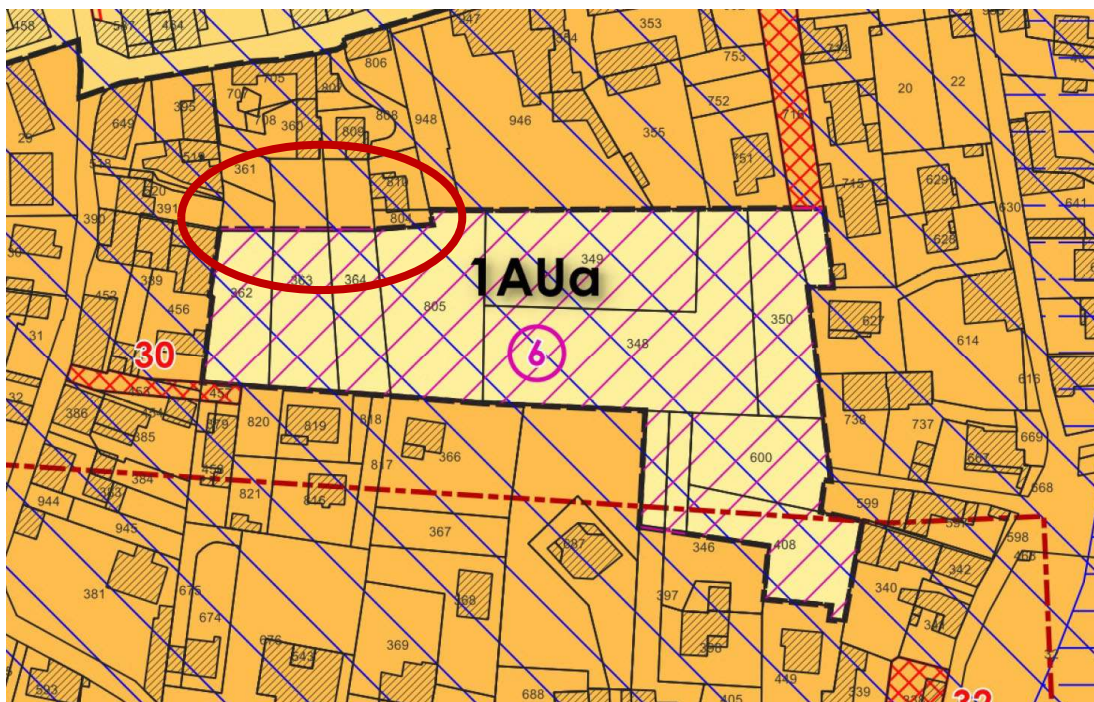
► MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE

- Adaptation ponctuelle de la limite entre la zone 1AUa et la zone UC, au bénéfice de cette dernière (environ 390 m²)

AVANT MODIFICATION



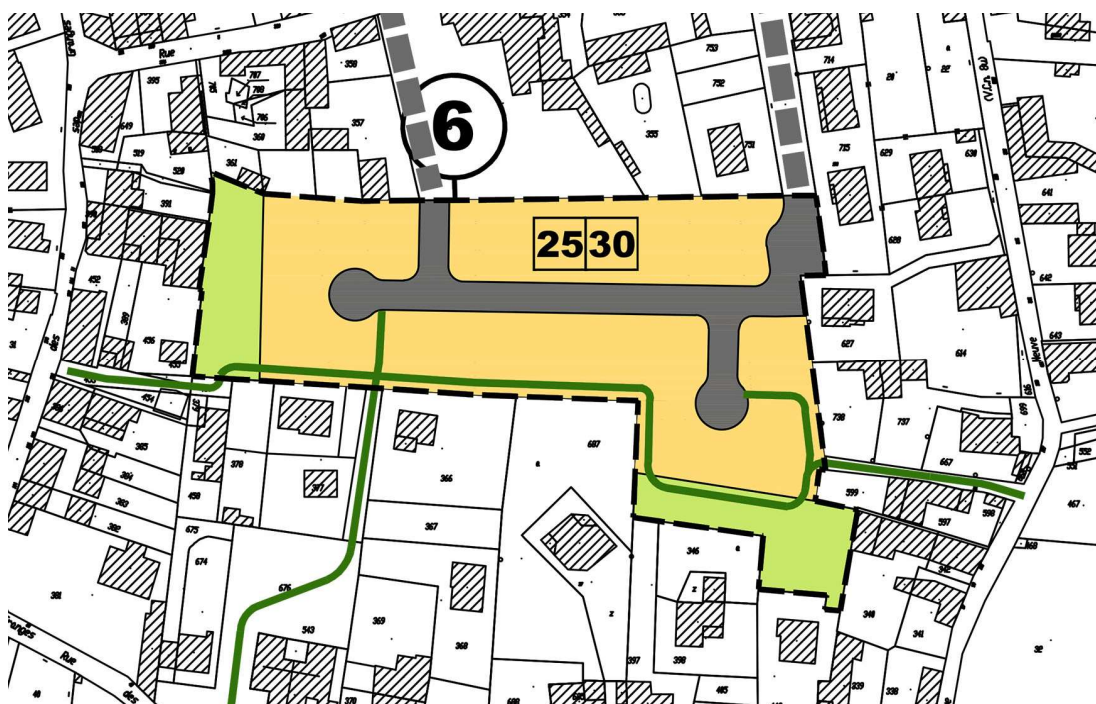
APRES MODIFICATION



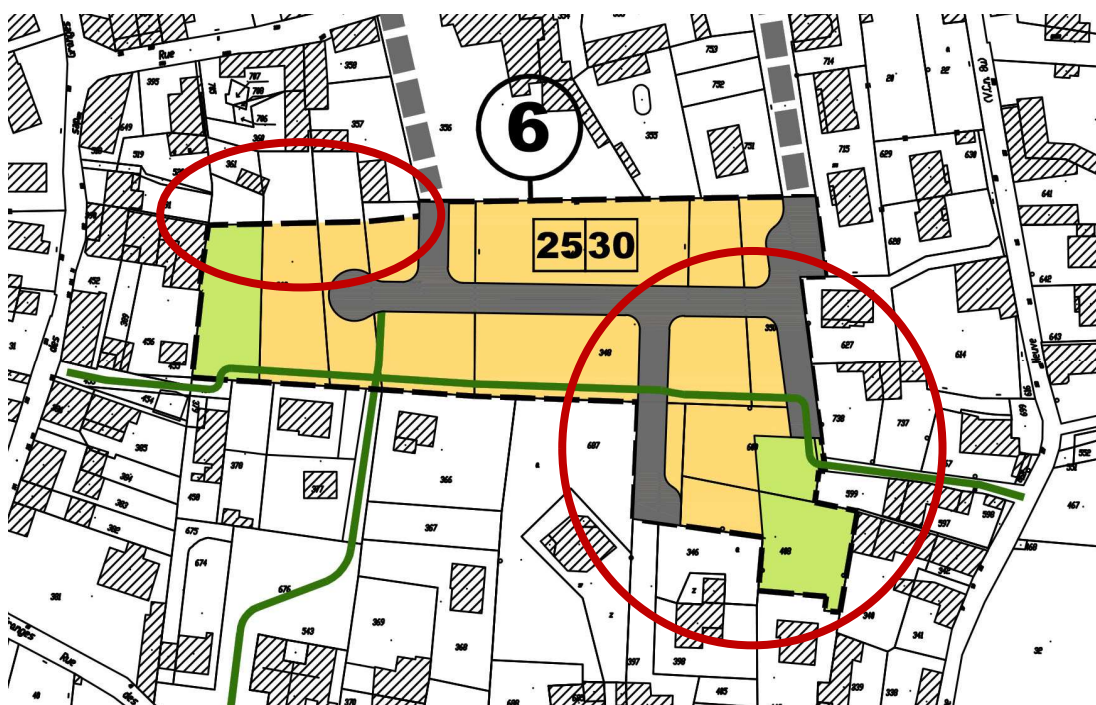
► MODIFICATION DES OAP GRAPHIQUE

- Adaptation du périmètre des OAP à celui modifié de la zone 1AUa
- Adaptation des principes de voirie pour préserver les accès privatifs, et en conséquence :
 - Adaptation de la localisation des « espaces communs », qui restent localisés à l'extrémité Sud-Est de la zone, moins accessible, et constituent un espace tampon avec les proches habitations
 - Adaptation du tracé du « cheminement modes doux ouvert à la circulation publique », le plus direct possible et évitant au maximum la voirie pour une meilleure sécurité

AVANT MODIFICATION



APRES MODIFICATION



MODIFICATION DES SUPERFICIES DES ZONES

Les modifications apportées font ainsi évoluer les superficies des zones concernées :

| ZONES | EVOLUTION |
|-------|-----------------------------|
| UC | + $\approx 390 \text{ m}^2$ |
| 1AUa | - $\approx 390 \text{ m}^2$ |

Compte tenu de cette très faible variation de superficie, le tableau des superficies des zones du rapport de présentation du PLU, exprimé en hectare, n'évolue pas.

3. EVALUATION DES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ACTIVITE AGRICOLE

Les modifications apportées au PLU concernent uniquement des adaptations ponctuelles de la limite de la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey » et de ses modalités d'aménagement interne. Cette zone 1AUa, incluse dans l'enveloppe urbaine du village, est uniquement occupée par des fonds de jardins et n'intéresse aucun site exploité ni aucune exploitation agricole. Les modifications n'ont aucun impact sur l'activité agricole, notamment au regard :

- de la consommation de terrains agricoles (la mobilisation de ce gisement non bâti contribue à la limitation de l'étalement urbain) ;
- du fonctionnement des exploitations agricoles et leurs possibilités de développement ;
- de la perturbation des cheminements agricoles empruntés par les engins agricoles.

4. EVALUATION DES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

LIMITATION DE L'ETALEMENT URBAIN ET REDUCTION DE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

Les modifications apportées au PLU ont un impact positif : la résorption des rétentions foncières, qui entravent actuellement la mobilisation de la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey », gisement non bâti composé de fonds de jardins inclus dans l'enveloppe urbaine et localisé à proximité du centre-village, contribue directement à la limitation de l'étalement urbain.

Les conditions d'optimisation foncière de ce gisement inscrites aux OAP sont inchangées. Elles imposent notamment une densité de l'ordre de 25/30 logements par hectare pour les programmes de logements.

BIODIVERSITE ET CONTINUITES ECOLOGIQUES

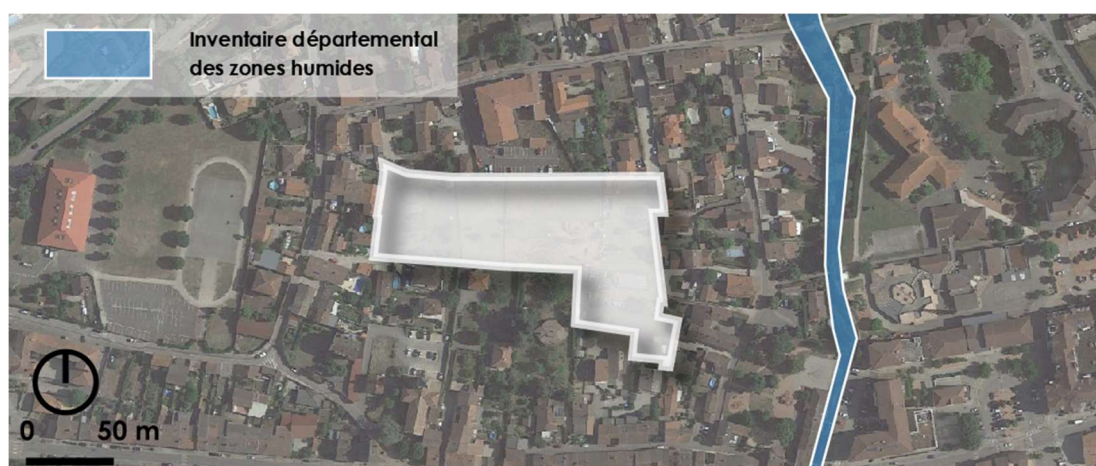
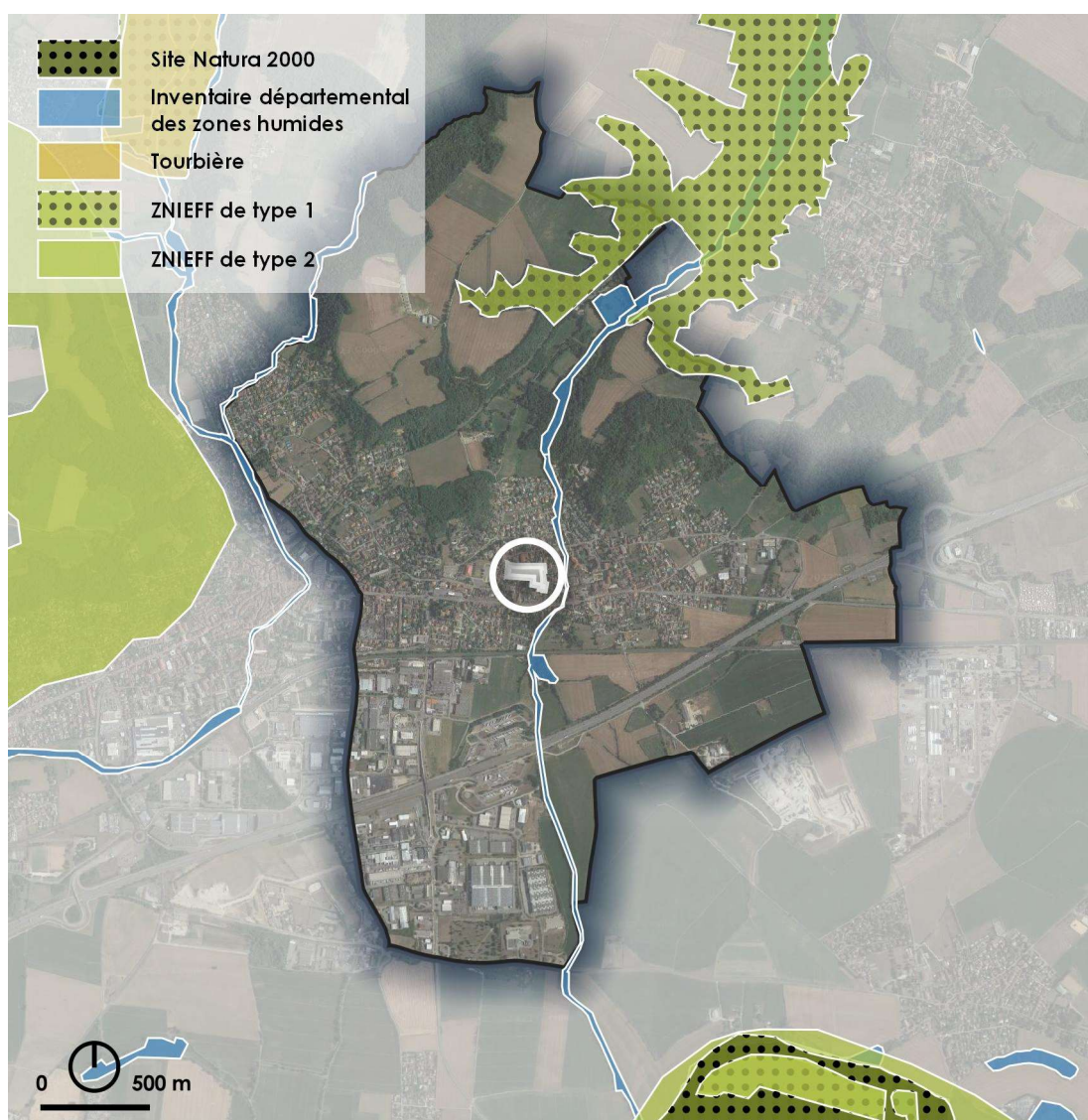
PROTECTIONS ET INVENTAIRES DES MILIEUX NATURELS REMARQUABLES

Le territoire communal n'est couvert :

- **ni par un site Natura 2000.** Le plus proche (ZSC « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve du Rhône, de Jons à Anthon ») se localise au Sud sur Balan et Niévroz à environ 800 mètres de la limite communale ;
- **ni par un arrêté de protection de biotope (APPB).** Le plus proche (« Brotteaux de Chazey sur Ain ») se localise à plus de 10 kilomètres à l'Est de la commune ;
- **ni par un site inscrit ou classé.** Le plus proche (« Confluent de l'Ain et du Rhône » - classé) se localise à plus de 6 kilomètres au Sud-Est de la commune ;
- **ni par un ENS.** Le plus proche (« Lônes du Rhône (Chaume, Ferrande, Violette et Grand Gravier) ») correspond approximativement au périmètre du site Natura 2000 et se localise donc à environ 800 mètres de la limite communale ;
- **ni par un site de tourbière.** Le plus proche (« Tourbière de Sainte-Croix ») se localise à plus de 700 mètres de la limite communale Nord-Ouest et son bassin à environ 300 mètres de celle-ci ;
- **ni par une ZNIEFF de type II.** La plus proche (« Côtère méridionale de la Dombes ») se localise sur Montluel à plus de 150 mètres de sa limite Ouest ;
- **ni par un cours d'eau identifié en liste 1 ou 2 au titre de l'article L 214-17 du Code de l'environnement.** Aucun ne s'écoule sur Dagneux.

Le territoire communal est partiellement concerné par :

- **La ZNIEFF de type I « Vallon du cotey »,** localisée à l'extrémité Nord-Est de la commune dans la vallée du Cottey ;
- **L'inventaire départemental des zones humides,** qui en recense quatre sur Dagneux :
 - « La Sereine » (sur la totalité de son linéaire) ;
 - « Le Cotey 01 » et « Le Cotey 02 » (également sur la totalité de son linéaire) ;
 - « Etang de Neyvron » en bordure du Cottey.



Positionnement de la zone 1AUa au regard des inventaires de milieux naturels

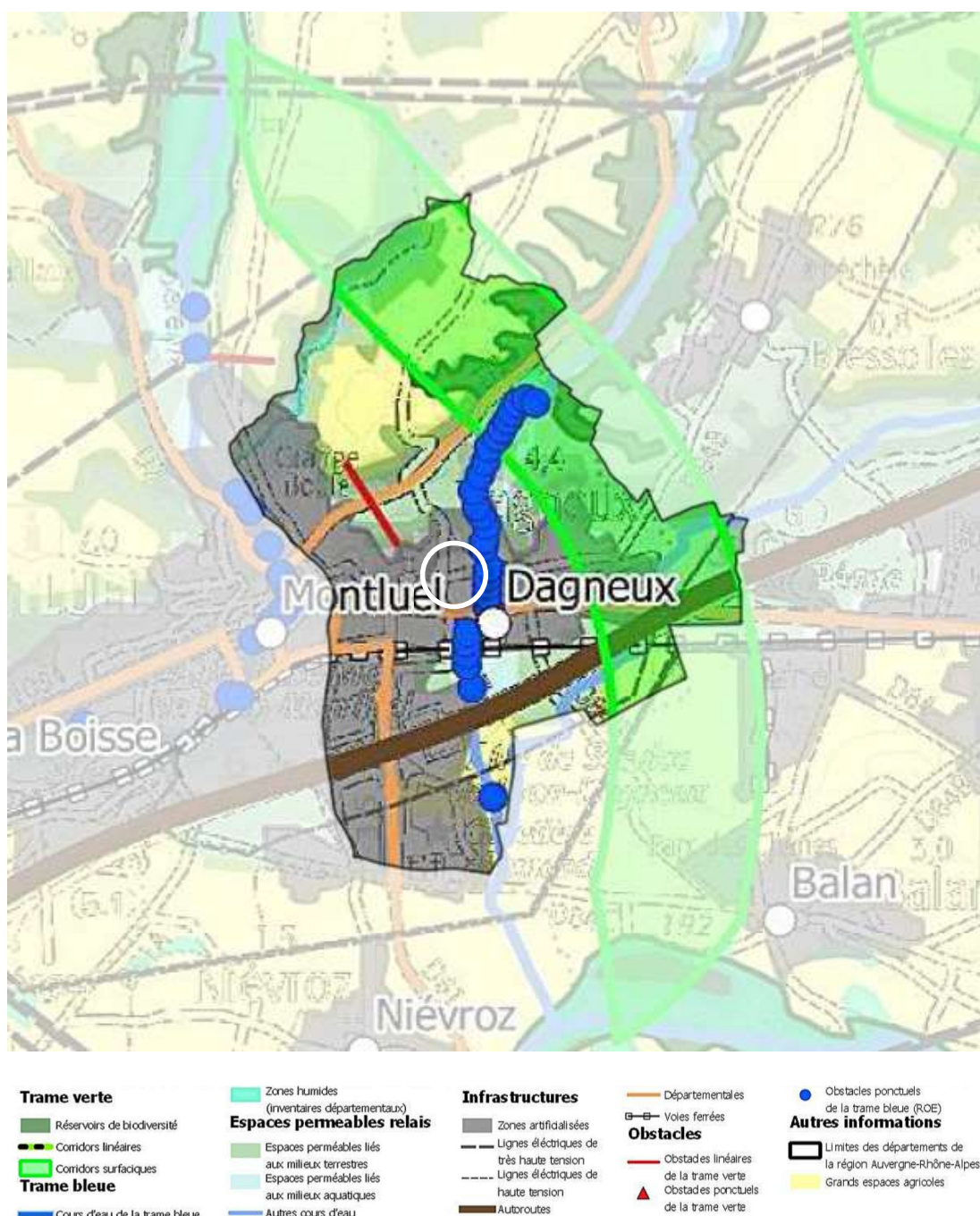
Ainsi, la zone 1AUa se tient à distance des espaces naturels remarquables ou à enjeux de conservation et n'entretient aucune fonctionnalité directe ou indirecte avec ces derniers. La présente procédure de modification n'occasionne aucune incidence significative directe ou indirecte sur les milieux naturels et sur la biodiversité.

FONCTIONNALITES BIOLOGIQUES (TRAME VERTE ET BLEUE ET CORRIDORS)

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) d'Auvergne Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté préfectoral le 10 avril 2020. Ce Schéma Régional a notamment pour objectif de mettre en avant les trames vertes et bleues régionales afin de limiter la perte de la biodiversité et de valoriser les corridors écologiques.

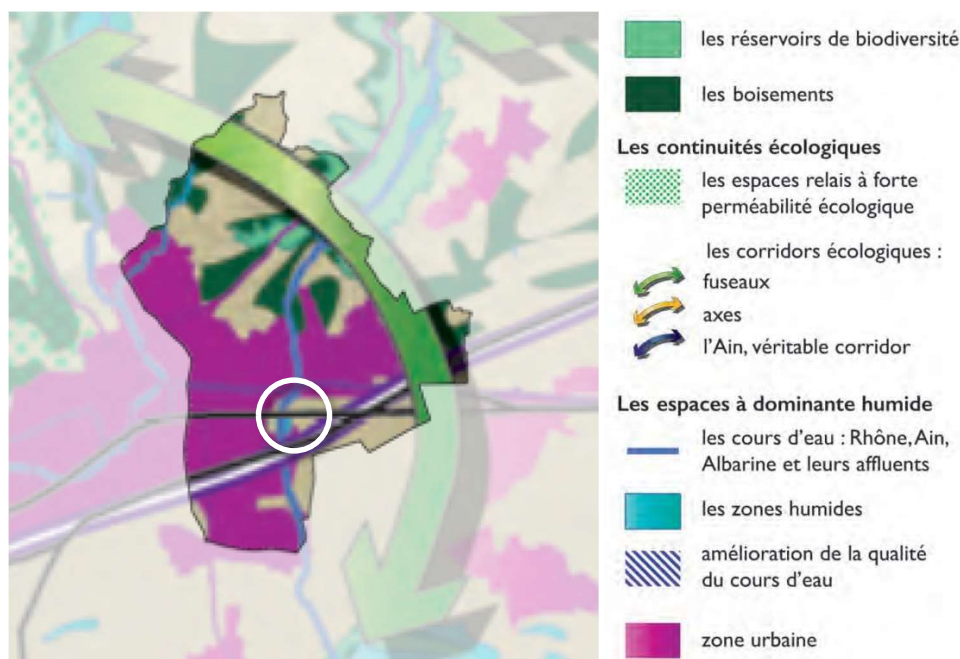
La cartographie de la trame verte et bleue du SRADDET identifie notamment, concernant Dagneux, un corridor écologique surfacique d'importance régionale à préserver ou restaurer globalement orienté Nord/Sud (reliant le Rhône à la Dombes) localisé à l'Est du village. **La zone 1Aua n'entretient aucune relation avec ce corridor.**

Localement, le SRADDET réaffirme l'importance des délimitations d'espaces naturels remarquables tels que la ZNIEFF de type I « Vallon du cotey » et les zones humides en tant que réservoir de biodiversité. Enfin, ce document souligne également le rôle fonctionnel des cours d'eau qui cheminent sur le territoire comme axes constitutifs de la trame bleue : la Sereine, le Cottey et le Merdançon. **Là encore, la zone 1Aua est éloignée de ces espaces naturels.**



Extrait de la cartographie de la trame verte et bleue du SRADDET

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain (BUCOPA) a été approuvé le 26 janvier 2017 puis modifié le 6 février 2023. L'atlas cartographique de la trame verte et bleue du territoire reprend le fuseau du corridor écologique régional et les réservoirs de biodiversité déjà présentés.

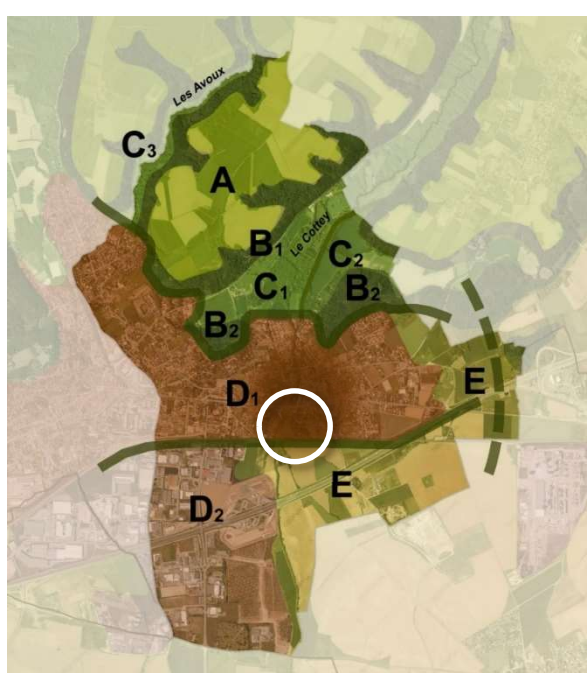


Extrait de l'atlas cartographique de la trame verte et bleue du SCOT BUCOPA

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, la FRAPNA a mené l'étude d'un atlas de la biodiversité communale (repris dans le rapport de présentation du PLU). Cet atlas établit un diagnostic approfondi sur la biodiversité fondé sur des inventaires de terrain et identifie les habitats naturels, la flore, les principaux groupes de faune et les corridors biologiques de la commune, notamment dans l'enveloppe urbaine élargie. Cet atlas n'identifie aucun élément naturel concernant la zone 1AUa.

Au regard de ces éléments, aucun point modifié n'a d'incidence directe ou indirecte sur les réservoirs de biodiversité et sur les fonctionnalités écologiques locales et territoriales.

PAYSAGE



Le rapport de présentation du PLU approuvé en 2014 comprend un diagnostic paysager.

Celui identifie les unités paysagères (carte ci-contre extraite du rapport de présentation du PLU) qui constituent la commune et met en évidence pour chacune d'entre elles les caractéristiques, les potentialités et sensibilités du paysage. Se distinguent ainsi cinq principales unités paysagères sur la commune :

- Le plateau agricole (unité A) ;
- La Côte (unité B) ;
- Les vallons humides (unité C) ;
- Le village et la ZA (unité D) ;
- La plaine du Rhône (unité E).

La zone 1AUa est incluse dans l'enveloppe urbaine du village. Ses terrains sont plats et très peu visibles depuis les espaces publics et voies environnantes. Elle ne présente pas de sensibilité paysagère.

Les modifications apportées, qui concernent uniquement des adaptations ponctuelles de sa limite avec la zone UC et de ses modalités d'aménagement interne, n'auront aucun impact paysager.

PATRIMOINE BATI

Les modifications apportées au PLU ne concernent aucun élément bâti patrimonial identifié au titre des inventaires existants ou élément d'intérêt local recensé dans le cadre du PLU.

EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

La zone 1AUa est éloignée des espaces stratégiques liés à l'eau, dont les cours d'eau. Ainsi, la compatibilité de la modification du PLU avec les documents supra-communaux en lien avec la ressource en eau et les milieux aquatiques en vigueur sur le territoire communal, notamment le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée 2022-2027, est assurée par :

- **L'optimisation d'un gisement non bâti inclus dans l'enveloppe urbaine du village afin de poursuivre la production de logements sans consommer de nouveaux espaces agricoles et/ou naturels ; cette solution constitue un avantage certain de la modification vis-à-vis de l'environnement et des milieux aquatiques ;**
- Le respect de la protection et la préservation des zones humides identifiées sur le territoire ; en effet, comme cela est présenté précédemment les points modifiés dans le cadre de cette procédure ne concernent pas les zones humides de Dagneux ;
- L'éloignement de la zone 1AUa des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable ;
- La prise en compte des aléas naturels d'inondation prévisibles par leur maintien à l'écart des zones soumises à des aléas naturels. La zone 1AUa est en effet localisée en zone blanche – sans prescriptions – du plan de prévention des risques naturels (PPRN) approuvé le 21 décembre 2004.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Les points modifiés n'impactent aucun périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. Aucune incidence n'est identifiée vis-à-vis de la ressource en eau.

La zone 1AUa est desservie par le réseau d'eau potable, suffisant pour son alimentation. L'eau d'alimentation est conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés. Il n'y a pas de conflits entre les différents usages : alimentation en eau potable des habitations et des activités et irrigation des terrains agricoles.

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

La zone 1AUa est classée en « zone en assainissement collectif » dans le zonage d'assainissement des eaux usées et le règlement écrit impose « *Toute construction* occasionnant des rejets d'eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux usées par un dispositif d'évacuation séparatif et efficace, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur* ».

Les modifications du PLU n'induisent par de rejet polluant en direction du sol et du sous-sol, conformément aux orientations du SDAGE visant à préserver la ressource en eau et sa qualité.

ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES ET IMPERMEABILISATION DES SOLS

L'aménagement de la zone 1AUa devra assurer une gestion intégrée des eaux pluviales, ce qui réduit les apports d'eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement, donc dans les cours d'eau. Plusieurs exigences sont imposées en ce sens :

- Le règlement écrit impose qu'au moins 20 % de la superficie des terrains soient aménagés en espaces verts de pleine terre (coefficient de biotope) ;
- Les OAP imposent des « espaces communs », dont la localisation est adaptée à emprise égale dans le cadre de la présente modification, pour lesquels le règlement écrit impose au moins 25 % d'espaces boisés et au maximum 25 % de surfaces imperméabilisées, ce qui contribue à l'infiltration des eaux pluviales ;
- Le zonage d'assainissement des eaux pluviales, annexé au dossier du PLU, impose dans l'ensemble du village, dont la zone 1AUa, « *la mise en place de mesures compensatoires pour la gestion des eaux pluviales* ».

Ces exigences participent à une meilleure gestion des eaux pluviales et de ruissellement, et s'inscrivent donc dans les objectifs généraux du SRADDET, du SDAGE et du SCOT.

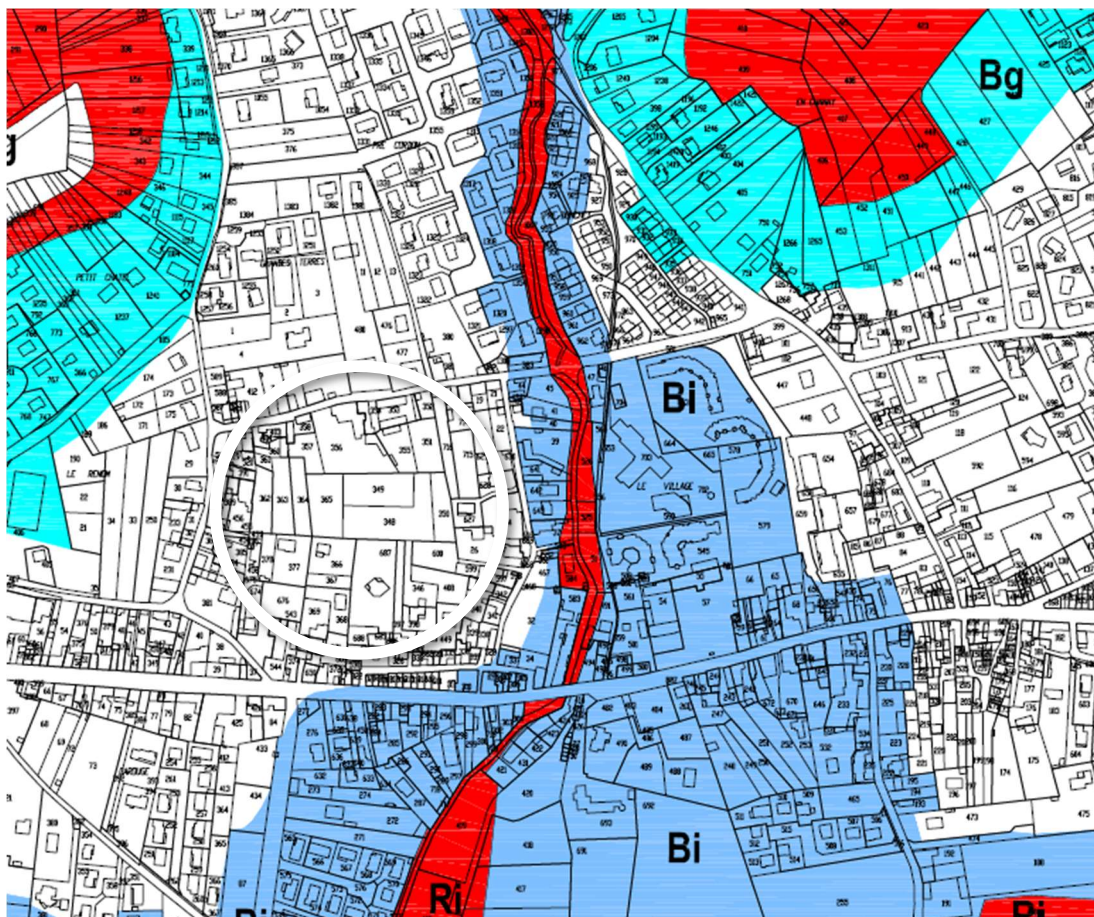
Les modifications apportées, ajustent la localisation es « espaces communs » imposés dans les OAP graphiques, en conservant leur superficie globale, n'ont aucune incidence sur l'assainissement des eaux pluviales et de ruissellement.

RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES / SITES ET SOLS POLLUÉS

RISQUES NATURELS

La zone 1AUa est localisée en zone blanche – sans prescriptions – du plan de prévention des risques naturels (PPRN) approuvé le 21 décembre 2004. Elle est en outre concernée par l'aléa faible lié au retrait-gonflement des argiles et le risque de séisme (zone de sismicité 3 - modérée) qui recouvre l'ensemble de la commune.

La commune est concernée par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027, qui comporte l'objectif de « limiter l'imperméabilisation des sols et l'extension des surfaces imperméabilisées » (« D2-4 Limiter le ruissellement à la source »). Le maintien de l'emprise globales des « espaces communs » imposés dans les OAP répond favorablement à cet objectif.



Extrait du PPRN

RISQUES TECHNOLOGIQUES / SITES ET SOLS POLLUÉS

La zone 1AUa est éloignée :

- des sites identifiés sur la carte des anciens sites industriels et activités de services (CASIAS) ;
- des canalisations de transport de matières dangereuses ;
- des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- des lignes électriques à haute tension.

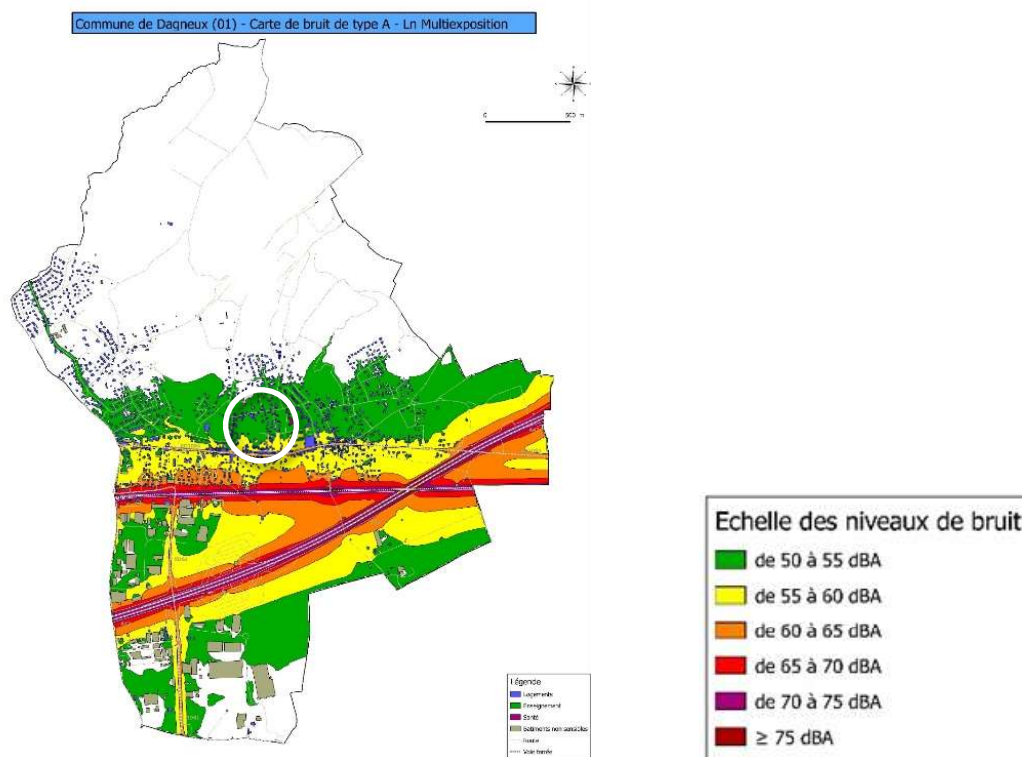
Le potentiel radon de l'ensemble de la commune est de catégorie 1 (faible).

Les modifications apportées, qui concernent uniquement des adaptations ponctuelles de la limite de la zone 1AUa et de ses modalités d'aménagement interne, n'ont aucune incidence sur l'exposition aux risques naturels / technologiques et aux sites et sols pollués.

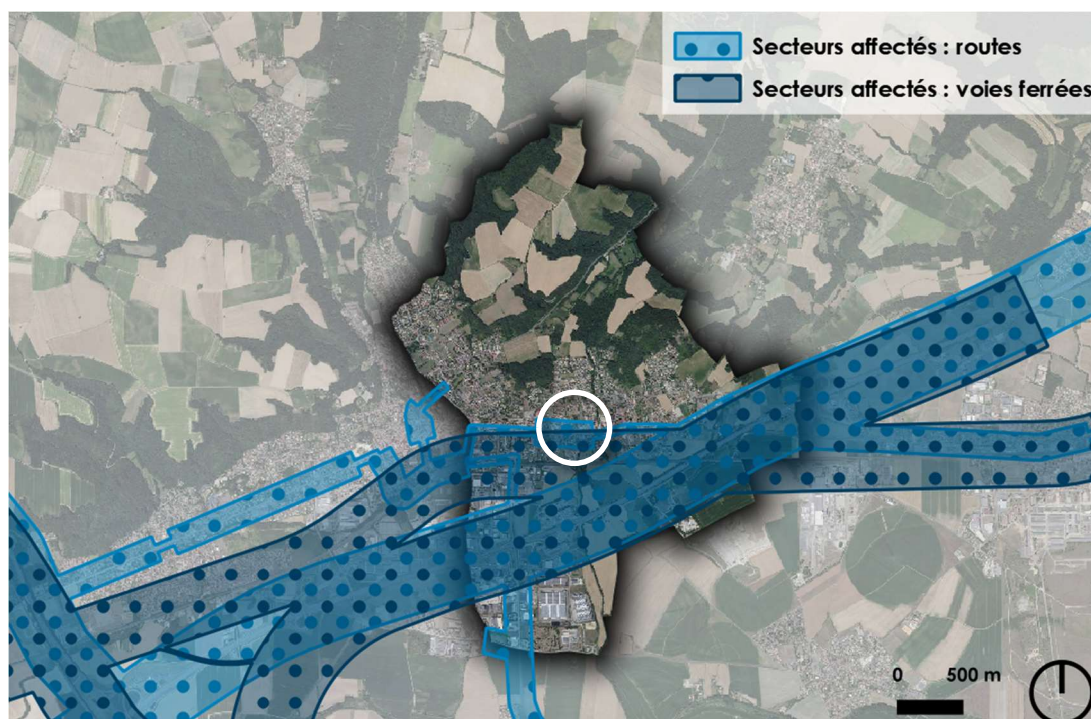
NUISANCES

La commune est concernée par la zone D du plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Saint-Exupéry (PEB).

Elle dispose en outre d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE). Les cartes de bruit ont été approuvées par le conseil municipal le 29 novembre 2013. La carte de type A (ci-dessous) localise les zones exposées au bruit à l'aide de courbes isophones, à plus de 55 dBA selon l'indicateur Lden et à plus de 50dBA selon l'indicateur Ln, avec un pas de 5 en 5dB(A). **La zone 1AUa est comprise dans l'enveloppe d'échelle des niveaux de bruit de 50 à 55 dBA, soit la plus faible.**



La zone 1AUa n'est par ailleurs pas couverte par les zones de bruits des infrastructures de transports terrestres (dont CFAL).



AIR, ENERGIE, CLIMAT

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) d'Auvergne-Rhône-Alpes ne fixe pas d'orientation à l'échelle communale.

La commune est incluse dans le plan de protection de l'atmosphère (PPA) de Lyon (dernière commune à son extrémité Nord-Est).

Les modifications apportées visent à lever les rétentions foncières qui grèvent actuellement la zone 1AUa. Son urbanisation permettra de produire de logements localisés à proximité du centre-village qui regroupe les principaux équipements, services et commerces. De plus, les cheminements modes doux imposés par les OAP, qui sont modifiés mais dont les principes de connexions (notamment avec ce centre-village) demeurent inchangés, contribuent à promouvoir les déplacements actifs.

Ainsi, les modifications apportées, en résorbant ces rétentions, contribuent au développement des modes de déplacements actifs, et participent indirectement à la réduction des émissions de polluants et de gaz à effet de serre.

EN SYNTHÈSE les modifications apportées, qui concernent uniquement des adaptations ponctuelles de la limite de la zone 1AUa et de ses modalités d'aménagement interne :

- en visant à lever les rétentions foncières qui grèvent la mobilisation de la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey », localisée à proximité du centre-bourg et occupée uniquement par des fonds de jardins, contribuent à la lutte contre la consommation foncière et promeut les modes actifs ;
- n'ont aucune incidence négative sur l'environnement.

5. JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE AU REGARD DU CODE DE L'URBANISME

La procédure de modification est utilisée conformément aux articles L153-36 à L153-40 du code de l'urbanisme car les changements projetés :

- ne changent pas les orientations définies par le PADD ;
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et ne comportent pas d'évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- ne concernent pas l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser ;
- ne créent pas d'orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Cette procédure de modification relève d'une procédure « simplifiée » conformément aux articles L153-45 à L153-48 du code de l'urbanisme, et non « de droit commun ». Elle n'est en conséquence pas soumise à enquête publique. Conformément à l'article L153-47, « le projet de modification, l'exposé de ses motifs [inclus dans le présent rapport de présentation de la modification] et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations ».

Aucune concertation préalable n'a eu lieu, celle-ci étant facultative.

Le dossier de modification comprend :

- Le présent rapport de présentation de la modification, incluant l'exposé des motifs ;
- Les pièces modifiées suivantes :
 - La pièce n° « 3. Plan de zonage » modifiée
 - La pièce n° « 5.1. Orientations d'aménagement et de programmation graphiques » modifiée.